

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet de la consultation :

**Prestations d'entretien des espaces verts et d'élagage pour les unités extérieures du
Centre INRAE Occitanie-Montpellier**

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

Marché à procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du Code de la Commande Publique

Désignation du pouvoir adjudicateur :

**Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Centre Occitanie - Montpellier
2 place Pierre Viala – 34060 Montpellier CEDEX 2**

Code NACRES : BG.21 : Services de création et d'entretien des espaces verts

Code CPV : 77310000-6 - Réalisation et entretien d'espaces verts

77340000-5 - Élagage des arbres et taille des haies

03451000 - Fourniture de végétaux

Sommaire

1	OBJET DU MARCHÉ	3
2	FORME ET DUREE DU MARCHÉ	3
2.1	Forme du marché	3
2.2	Durée du marché et délais d'exécution.....	4
3	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	4
3.1	Variantes.....	4
3.2	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
4	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
4.1	Pièces contractuelles à la notification du marché.....	5
4.2	Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché.....	5
4.3	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	5
5	MARCHES SIMILAIRES.....	5
6	CLAUDE DE REEXAMEN	5
7	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
7.1	Obligation de résultat	6
7.2	Confidentialité	6
7.3	Sous traitance	6
8	PILOTAGE ET SUIVI	7
8.1	Personnes référentes.....	7
8.2	Réunion de démarrage des prestations.....	7
9	VERIFICATION ET ADMISSION	7
10	CLAUDE SOCIALE	7
11	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE	7
12	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	7
13	AVANCE	9
14	PRIX DES PRESTATIONS	9
14.1	Caractéristiques des prix	9
14.2	Variations dans les prix.....	9
15	MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	10
15.1	Modalités de facturation	10
15.2	Païement des sous-traitants.....	10
16	PENALITES.....	11
17	RESILIATION DU MARCHÉ.....	11
18	ASSURANCES	12
19	PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL.....	12
20	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	12
21	DISPOSITIONS DIVERSES.....	13
21.1	Langue	13
21.2	Droit applicable.....	13
21.3	Différents et litiges	13
22	DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES.....	13

PREAMBULE :

La présente consultation est allotie. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'applique à l'ensemble des lots.

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des espaces verts et d'élagage au profit des sites INRAE suivants :

- Bâtiment ARCAD, 10 rue Arthur Young, 34090 Montpellier
- Campus de La Valette, 361 et 500 rue Jean François Breton, 34196 Montpellier
- UMR CBGP, Campus international de Baillarguet, CS 30016, 34988 Montferrier/Lez Cedex
- LBE, Laboratoire de Biotechnologie de l'Environnement, 102 Av. des Etangs, 11100 Narbonne
- HBE, Halle de Biotechnologie de l'Environnement, 60, Rue Nicolas Leblanc, 11100 Narbonne

Il donne lieu à deux grandes typologies de prestations :

- Les prestations d'entretien des espaces-verts,
- Les prestations d'abattage, d'élagage, d'arrachage, de dessouchage et de débardage d'arbres.

Chaque site aura une gestion qui lui est propre, en fonction des spécificités de son terrain. Elles seront déclinées dans les annexes jointes.

Le titulaire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le cahier des clauses techniques et administratives particulières du présent marché.

La nature des prestations et leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2 FORME ET DUREE DU MARCHÉ

2.1 Forme du marché

La présente consultation est passée sous la forme de marché à procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique.

En application des dispositions de l'article L1111-1 du code de la commande publique, le marché est un marché de service.

En application des dispositions de l'article L 2113-10 du CCP, le marché comporte 4 lots :

Lot 1 : Entretien des espaces verts pour les sites de Montpellier et Montferrier / lez

Lot 2 : Entretien des espaces verts pour les sites de Narbonne

Lot 3 : Elagage pour les sites de Montpellier et Montferrier / lez

Lot 4 : Elagage pour les sites de Narbonne

Chaque lot donnera lieu à la signature d'un marché, conclu sous la forme d'un accord-cadre à bon de commande à prix unitaires dont les modalités sont prévues par les articles L 2125-1 1°, R 2162-2, R 2162-13 et R 2162-14 du CCP.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure de l'émergence des besoins. Les bons de commande sont établis conformément aux prix figurant au BPU et annexés à l'acte d'engagement.

L'émission des bons de commande peut intervenir uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre en application de l'article R 2162-5 du CCP.

Conformément à l'article R 2162-4 du CCP, l'accord-cadre est conclu :
Sans minimum et avec un maximum sur 4 ans, en valeur également, d'un montant de 143 000,00 € HT

Les bons de commande peuvent être adressés dès la notification du présent accord-cadre et jusqu'à son échéance. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l'expiration de l'accord-cadre pour une durée qui ne pourra dépasser quatre (4) mois à compter de l'émission du dernier bon de commande.

Chaque bon de commande comporte les renseignements suivants :

- Le numéro du bon de commande ;
- L'émetteur du bon de commande ;
- Le destinataire des prestations ;
- La description des prestations par référence à la DPGF ou au BPU ;
- Le montant HT par référence à la DPGF ou au BPU ;
- Le montant TTC par référence à la DPGF ou au BPU ;
- Le montant de la TVA par référence à la DPGF ou au BPU.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux informations stipulées sur le bon de commande.

2.2 Durée du marché et délais d'exécution

2.2.1 Durée du marché

La durée d'exécution du présent marché est de douze mois (12) à compter de sa date de notification. Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le marché pourra être tacitement reconduit trois fois pour une durée de **12 mois** sans que sa durée totale **ne puisse excéder 4 ans**. Le titulaire ne peut pas refuser cette reconduction tacite.

En cas de non reconduction, INRAE doit en informer le titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception 1 mois au moins avant la fin du marché en cours.

Si INRAE décide de ne pas reconduire le marché, le titulaire ne peut pas contester cette décision de non reconduction. Le non renouvellement du marché n'ouvre en aucun cas, au profit du titulaire, un droit à une compensation financière.

Le titulaire du marché est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non reconduction.

2.2.2 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par INRAE dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG FCS.

Ainsi, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait d'INRAE ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, INRAE prolonge le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG FCS.

Si une crise sanitaire à l'image de celle de la Covid-19 venait à se reproduire pendant le délai de réalisation du présent marché, le délai de réalisation serait automatiquement prorogé.

Cet article constitue une clause de réexamen. Ce réexamen se fera sous la forme d'un certificat administratif. Il sera transmis pour information au titulaire.

3 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

3.1 Variantes

Variantes à l'initiative des candidats :

En application des dispositions de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Variantes à l'initiative de l'acheteur :

En application des dispositions de l'article R2151-9 du code de la commande publique, aucune variante n'est prévue.

3.2 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Aucune PSE n'est prévue pour ce marché.

4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

4.1 Pièces contractuelles à la notification du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), ainsi que ses deux annexes (clauses sociales) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), ainsi que ses 12 annexes (cartes) ;
- L'offre technique du titulaire ainsi que les réponses aux questions dans le cadre de la consultation et les pièces supplémentaires de nature technique présentées par le titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois M0) ;
- Le formulaire DC4 renseigné et signé, le cas échéant.

Les pièces générales (CCAG FCS) ne sont pas jointes au présent accord-cadre mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues. Au titre de son devoir de conseil, le prestataire doit informer INRAE de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le marché pendant toute sa durée.

4.2 Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché

Le marché pourra être éventuellement modifié par avenant, signé des deux parties. Un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie générale du marché ou des prestations ni en changer l'objet.

4.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le marché constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

5 MARCHES SIMILAIRES

Le présent marché est susceptible d'être complété, dans le cadre de son exécution, par un ou plusieurs marchés négociés sans mise en concurrence tels que prévus par l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Les prestations seront exécutées dans les mêmes conditions que celles du marché initial.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

6 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des modifications à l'accord-cadre pourront être apportées en cours d'exécution. Ces modifications feront l'objet d'un avenant à l'accord-cadre:

- Changement de dénomination sociale, adresse, SIRET, RIB...
- Fusion, absorption du titulaire....
- Suppression ou ajout d'un service à une date postérieure à la notification de l'accord-cadre

- Suppression ou ajout d'un site à une date postérieure à la notification de l'accord-cadre

Les avenants et les certificats administratifs à l'accord-cadre sont conclus par INRAE.

7 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Afin de faciliter la mise en place du marché, une réunion de lancement sera organisée avec le prestataire de chacun des lots. Cette réunion a pour but de fixer les modalités pratiques d'exécution.

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché). La nature des prestations et leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

7.1 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage sur une obligation de résultat.

7.2 Confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à INRAE pour toutes les opérations de livraison qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser INRAE à résilier le marché aux torts du titulaire.

7.3 Sous traitance

Conformément aux dispositions des articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du CCP, et sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à INRAE ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration de sous-traitance dûment remplie - formulaire DC4 ou équivalent, disponible au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le titulaire fournira en appui de la demande d'acceptation, un dossier de présentation du sous-traitant qui doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques :

- DC2 (déclaration concernant le chiffre d'affaires global, déclaration indiquant les effectifs moyens annuels, Certifications / Qualifications demandées)
- Une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années ;
- Son numéro unique d'identification (SIREN) ;
- La liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail au sens de l'article D 8254-2 du code du travail.
- L'attestation fiscale attestant du paiement des obligations fiscales.
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales attestant du paiement des cotisations et contributions sociales, datant de moins de 6 mois.
- Les attestations d'assurances de responsabilité civile professionnelle, en cours de validité.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, de restituer l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré ou d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations n'est pas réglementairement autorisée.

Cette sous-traitance deviendra effective dès la notification de l'acte DC4 dûment signé par INRAE.
En cas de sous-traitance, le titulaire assure seul et personnellement, vis-à-vis de INRAE, la responsabilité du marché qui lui a été confié.

8 PILOTAGE ET SUIVI

8.1 Personnes référentes

Les personnes référentes pour chaque site sont désignées à l'annexe 1 au CCTP.
L'acheteur notifie au(x) titulaire(s) toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s).

Le titulaire devra indiquer dans son mémoire technique les personnes habilitées à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2 Réunion de démarrage des prestations

INRAE organise dans les meilleurs délais à compter de la notification de l'accord-cadre une réunion de cadrage avec le ou les titulaires.

L'objet de cette réunion est notamment de s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ; Agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes rendus, etc...)

9 VERIFICATION ET ADMISSION

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, Les opérations de vérification seront effectuées par les référents sur site, après chaque intervention.

10 CLAUSE SOCIALE

L'acheteur a pris en compte la dimension développement durable dans la définition de ce besoin au sens de l'article L2111-1.

Ce marché prévoit une clause sociale d'insertion qui sera une condition d'exécution obligatoire.

En application de l'article Article L2113-14 du Code de la commande publique, les lots n°1 et 2 de la présente consultation sont donc des marchés réservés à des EA, à des ESAT ou à des SIAE.

Les détails concernant la mise en œuvre et le suivi de cette clause sont définis aux annexes 1 et 2 du présent CCAP.

Afin de bénéficier d'un accompagnement, le titulaire peut solliciter l'appui d'un facilitateur.

Pour le lot 1 : la Plateforme Clause Sociale de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour le lot 2 : Maison de l'Achat Durable du Grand Narbonne - Le Grand Narbonne Communauté d'Agglomération.

11 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le présent accord-cadre comprend des considérations environnementales, elles sont notamment décrites à l'article 3 du CCTP.

12 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

La gestion des données par le titulaire doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM. La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016 (JORF n° 0095 du 22 avril 2016 texte n° 1). Information concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

Conformité RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Ils disposent que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Information concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

Conformité au règlement européen 2016/679 – RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement.

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-FCS et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données de l'établissement bénéficiaire obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données de l'établissement bénéficiaire, pourra être exigée par l'établissement bénéficiaire auprès du titulaire.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire.

13 AVANCE

L'option B de l'article 11.1 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions de l'article R 2191-3 du CCP, pour toute commande supérieure à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement. Conformément à l'article R 2191-7 du code précité, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant TTC du marché pour les PME et 5% pour les autres entreprises. L'avance est payée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du présent marché. Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

14 PRIX DES PRESTATIONS

14.1 Caractéristiques des prix

Le marché est traité à prix unitaire appliqué aux quantités réellement livrées ou exécutées en application des dispositions de l'article R2112-6 du code de la commande publique.

Les prix du marché seront exprimés hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC) dans le BPU annexé à l'acte d'engagement, et comprennent tous les éléments nécessaires à la réalisation de la prestation associée concernée.

Les prix sont établis, hors taxes, à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prix sont établis en conformité avec la réglementation des prix. Le taux de TVA qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf dispositions réglementaires contraires. Le Titulaire certifie que les prix stipulés dans le présent marché n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

14.2 Variations dans les prix

Les prix unitaires figurant en **annexe I** de l'Acte d'Engagement (B.P.U.) sont établis aux conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre à compter de sa date de notification. Ils sont ensuite révisés annuellement à la date anniversaire du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [EV4n / EV4o]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors taxes

P_o = prix initial inscrit dans l'accord cadre, au mois Mo.

EV4n : travaux d'entretien d'espaces verts lors de la révision (dernier indice mensuel définitif publié par l'INSEE au jour de la demande de révision)

EV4o travaux d'entretien d'espaces verts lors de l'établissement du prix initial.

L'indice de référence est identifié sur le site de l'INSEE par le numéro 001711017 - index EV4 « Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts ».

Les prix révisés sont calculés en appliquant le nouvel indice de révision aux prix initiaux de l'accord-cadre. Selon les dispositions de l'article 10.1.2 du CCG-FCS, les prix révisés sont arrondis au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés n'ont pas à être constaté par avenant.

Clause de sauvegarde :

INRAE se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché après réception des modalités de calcul de la révision de prix, si l'augmentation moyenne des prix est supérieure à 10% par an. La décision de résiliation précise sa date d'effet.

15 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

15.1 Modalités de facturation

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations prévues au Bordereau des Prix Unitaires du présent marché et constatées par INRAE. La facturation est mensuelle, à terme échu.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE : 180 070 039 01027,
- Le numéro de marché,
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées,
- Le numéro de bon de commande si nécessaire,
- Le montant HT des prestations ou fournitures,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites ou au plus tard à compter de l'admission de la prestation par INRAE.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son dispositif de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire à l'acte d'engagement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

15.2 Paiement des sous-traitants

L'acte d'engagement ou le DC4 indique le maximum qui doit être réglé aux sous-traitant éventuels.

Le sous-traitant de premier rang doit être payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est supérieur au seuil de 600 euros TTC défini à l'article 6 du titre II de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

Le sous-traitant de 2ème rang ou d'avantage ne bénéficie pas du droit de paiement direct.

La facture du sous-traitant en paiement direct est à libeller au nom du titulaire du marché.

Le sous-traitant transmet sa facture au titulaire qui la traitera et la joindra à sa demande de paiement en pièce jointe dans Chorus Pro (v. supra, article 13.1)

16 PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais contractuels ou défauts de qualité dans l'exécution des prestations, INRAE se réserve le droit d'appliquer au Titulaire, sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-dessous :

Objet	Réf.	Délais à respecter	Pénalités en € HT
Retard du titulaire dans l'exécution de la prestation		Délai figurant sur le bon de commande	15,00€/jour de retard
Non-respect du planning d'intervention		24 heures après la date prévue d'intervention.	20,00€/jour de retard
Pénalité pour non-respect des consignes de sécurité		Dès constatation	200,00€/jour de retard
Pénalité pour absence d'évacuation des déchets		24h après la date prévue d'enlèvement	25,00€/jour de retard

A cette liste s'ajoute des pénalités en cas de travail dissimulé : Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé et en application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, le titulaire qui ne respecte pas le code du travail qu'il s'agisse de dissimulation d'activité (article L.8221-3 et L.8221-4 du Code du travail) ou d'emploi salarié (article L.8221-5 du Code du travail), se verra appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, une pénalité de 100 Euros HT par jour calendaire. Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant total du marché et ne peut, en outre, excéder le montant des amendes pénales encourues pour la commission de ces infractions.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être retenues sur les sommes (précompte sur les acomptes ou sur le solde) à devoir au titulaire ou faire l'objet d'un titre de recette, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du dysfonctionnement.

17 RESILIATION DU MARCHE

Outre les cas prévus par le présent CCAP, INRAE peut résilier le présent marché conformément aux dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG FCS.

Si le titulaire du marché déclare ne pas pouvoir exécuter le marché, ou en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de celui-ci, le marché est résilié aux torts du titulaire avec mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnisation.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation du marché, ou à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et, d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

D'une façon générale, il est rappelé qu'en application de l'article 41.1.n) du CCAG FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3 et R 2143-6 à R 2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R 2143-8 du même code, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire s'expose à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG FCS.

En application de l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par INRAE, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

Dans tous les cas, jusqu'à la résiliation, les prestations sont exécutées de manière permanente et continue dans les conditions du marché et quelle que soit la nature des litiges existant entre les parties ou en leur sein.

18 Assurances

Le titulaire du présent marché assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, à ceux de INRAE, ou à ceux de tiers.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et au propriétaire à l'occasion des interventions.

Il s'engage à produire, dans le mois suivant la notification du présent marché ou d'une reconduction, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe.

19 PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer à son personnel les règles de circulation et de stationnement en vigueur au sein de INRAE.

Par ailleurs, les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à INRAE. Si cette disposition s'applique au présent marché, le titulaire et INRAE établiront au début du marché le plan de prévention.

20 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de INRAE.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant les changements l'affectant (extrait K-bis, copie de l'annoncé publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB etc...).

20.1.1 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement
- Modification des coordonnées bancaires

Ces modifications doivent être portées à la connaissance de INRAE dans les plus brefs délais.

20.1.2 Modifications majeures

Le titulaire doit alerter INRAE à l'adresse mentionnées en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché conclu par INRAE, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par INRAE de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau titulaire. Celle-ci sera matérialisée par un avenant établi par INRAE.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter le marché.

21 Dispositions diverses

21.1 Langue

Conformément à la loi n°94-65 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 (J.O du 20/03/1999), les correspondances et la documentation relatives au marché sont rédigées en langue française.

21.2 Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

21.3 Différents et litiges

En cas de différends et litiges entre le Titulaire du présent marché et l'INRAE, et en l'absence de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier est seul compétent pour régler ces différends et litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché.

22 Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Objet
4.1	4.1	Pièces contractuelles du marché
9	27 à 30	Vérification et admission
16	14	Pénalités